

Asbl soutenue par le Service Education permanente de la Communauté française et la Direction Générale de la Coopération au Développement



**Parole de Palestine :
entre une possible guerre
civile et les multiples
agendas internationaux**

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
rue Maurice Liétart, 31/6 • B-1150 Bruxelles • Belgique
tél. 32-(0)2-738.08.01 • fax 32-(0)2-738.08.00
info@justicepaix.be • www.justicepaix.be

A N A L Y S E 2 0 0 7

COMPRENDRE LES CONFLITS AU PROCHE ET AU MOYEN-ORIENT

Durant toute cette année 2007, Justice et Paix ouvrira ses portes pour entendre, écouter et partager avec des témoins, experts et analystes de la région .Notre but : nous donner et vous donner les clés de lecture de la situation telle que nous l'analysons au départ de l'histoire, d'une approche géopolitique et des événements de l'actualité.

Notre point de vue est bâti à partir d'exposés et des échanges tenus lors d'un cycle de conférences et des formations que nous organisons (voir notre site : www.justicepaix.be). S'il se veut analytique, il est aussi engagé et une fois n'est pas coutume ...interpellant. En effet, notre indignation, à l'écoute des témoins, est telle que notre parole ne peut être que celle de la protestation, de la militance et du refus de la violence.

Paroles de Palestine : entre une possible guerre civile et les multiples agendas internationaux

Comment comprendre et expliquer qu'après plus ou moins 60 ans de préservation du principe d'affrontement interne, malgré l'exil, la *nakba*, les affrontements de l'OLP avec différents régimes arabes, les Palestiniens ne soient jamais tombés dans la situation où ils se trouvent aujourd'hui : des Palestiniens affrontent d'autres Palestiniens les armes à la main ?

Pour comprendre, il faut remonter à l'échec de **Camp David en 2000** qui était la dernière tentative sérieuse, avec la Communauté Internationale et Bill Clinton, de trouver un terrain d'accord entre Israël et la Palestine sur les questions de négociation : le retrait (commencé en 1994), Jérusalem, les colonies et la question des réfugiés. Bill Clinton (avant de quitter la Présidence) a fait un travail important au cours de cette année-là ; il a été l'intermédiaire entre Israël et Palestine, entre Ehud Barak et Yasser Arafat, mais il a précipité le sommet en juillet 2000. Yasser Arafat pensait que ce sommet n'avait pas de raisons d'être car un sommet entérine, paraphe ou signe des négociations précédentes, or ce n'était pas le cas. Messieurs Shlomo Ben Ami et Ahmed Qorei avaient des points de vue très différents et étaient tellement éloignés l'un de l'autre qu'un sommet ne pouvait pas renégocier pour combler ces écarts. Jacques Chirac avait insisté auprès d'Arafat arguant que cela en valait la peine (à cause de Clinton) ; Arafat avait été invité 14 fois par Bill Clinton ! Mais il n'y a pas eu d'accords essentiels entre les deux parties et le mythe des « offres généreuses » de Barak est né.

Après cet échec, il y a eu chez les Palestiniens le sentiment que depuis 1993, les promesses d'Oslo n'étaient pas remplies (fin de l'occupation militaire par étapes, mise en place des institutions palestiniennes, promesse d'une vie économique normale). Tous les espoirs de l'arrêt de l'occupation et du retour à une vie normale se sont effondrés et on a assisté à une mise en place d'espaces « ghettoisés » et « bouclés ». Pendant les 33 ans d'occupation militaire, les gens pouvaient se déplacer et aller de Jénine à Gaza ou de Ramallah à Jérusalem, mais avec la découpe des territoires en zones A,B,C, la situation a

changé. Officiellement il s'agissait d'un processus vers la souveraineté de l'Autorité palestinienne ; en réalité, l'étau se resserrait. Israël a alors prétendu qu'il n'y avait pas de partenaire pour négocier, qu'Arafat refusait les « offres généreuses de Barak », au lieu d'accepter et de dire qu'il n'avait pas trouvé de points d'accord. Ce fut un **moment-clé** essentiel où commence le basculement (et non les attentats du 11 septembre un an plus tard). Il y avait une dynamique, qui pouvait mener à la création d'un Etat palestinien et à une paix large dans la région, qui s'est arrêtée à **Camp David**.

Le 11 septembre fut un séisme qui a eu des effets immédiats sur le conflit israélo-palestinien car il a détourné l'agenda du monde... En effet, après Oslo, 45 pays s'étaient unis pour envisager un « plan Marshall » pour la Palestine. Ce mouvement a été arrêté brutalement, arrêt de l'agenda de la construction de la paix. De la guerre contre le terrorisme, on est passé à la guerre qui produit du terrorisme qui a élargi le champ de Ben Laden : les expressions telles que « le choc des civilisations », « axe du mal », l'Irak considéré comme le cœur du terrorisme de Ben Laden, etc... sont nées et ont produit ce que l'on connaît aujourd'hui. Tout cela a donné au Premier Ministre israélien l'occasion d'amarrer la locomotive de sa guerre au train de la guerre contre le terrorisme et contre l'axe du mal. Sharon a alors dit : « mon Ben Laden à moi, c'est Arafat » !

A partir de 2001, on a assisté à une sape systématique de tout ce qui avait été construit jusque-là, on a bombardé physiquement et psychologiquement les ministères, les institutions etc, une grande violence qui a entraîné les attentats terroristes. De **2001 à 2005**, ce fut une traversée du désert catastrophique avec la déconstruction, la décomposition complète de l'administration centrale palestinienne, et ceci devant le monde entier et l'U.E. en particulier. En **2002** a eu lieu le siège du quartier général d'Arafat à Ramallah où venaient auparavant les représentants internationaux. En 24 heures, le personnage légitime, reconnu, invité des autorités politiques diverses, est assiégé, emprisonné. Ce qui se vit **aujourd'hui**, est la conséquence de la mise au ban de la destruction de l'image d'Arafat, de ce qui était devenu son gouvernement et sa représentativité politique. La Palestine passe d'une situation de société très politisée où les syndicats, les partis politiques sont très présents, avec un programme politique, un Parlement élu, des résolutions votées, des rapports avec des chancelleries internationales à une situation où ce sont des petits pouvoirs locaux, des clans, des familles qui ont autorité.

Dans l'idéologie sioniste il n'y a pas de place pour les Palestiniens. Non seulement on ne reconnaît pas un Etat palestinien, mais on ne reconnaît pas que sur cette terre, il y ait jamais eu d'autre peuple qu'un peuple juif. On a longtemps espéré que ce peuple palestinien allait se dissoudre, redevenir libanais, égyptien ; qu'il irait un peu partout dans le monde ; après tout ils ne sont que 7 millions, ils vont finir par oublier leur Palestine. Mais ils n'ont pas oublié leur Palestine et ils n'ont pas trouvé d'autre moyen d'existence que celui de l'Etat-Nation.

Aujourd'hui la Palestine se situe dans une impasse politique, sans dialogue. L'échange politique, le dialogue avec les Israéliens s'est arrêté à Camp David en 2000. Aucun dialogue avec Ariel Sharon. Une ou deux fois il a vu le Président Mahmoud Abbas, c'était pour la photo-souvenir avec le Président Hosni Moubarak à l'insistance des Américains, pareil avec le Premier Ministre Ehud Olmert. De plus la communauté internationale, tétanisée par le discours de guerre contre le terrorisme n'a pas eu le courage de prendre des sanctions contre Israël, même après que la Cour Internationale de Justice de La Haye ait condamné la construction du Mur. Ce mur - dont le coût a été de 600 millions de dollars - a complètement annexé Jérusalem-Est ; il a séparé Bethléem de Jérusalem (avec un

terminal-frontière) en totale violation du statut de Bethléem. Pas une seule sanction, pas une seule mesure de pression contre Israël....rien ! On voit la lâcheté de ceux qui sont prêts à donner de l'argent pour le strictement humanitaire, la survie, mais pas pour permettre à un peuple de gagner son propre argent par le développement économique.

Les Européens ont payé, et ils n'osent pas dire à Israël qu'ils n'ont pas le droit de détruire ce qu'ils ont construit.... Israël est considéré comme un Etat au-dessus du droit. L'U.E. a pourtant des moyens. Claude Cheysson l'a démontré en 1986 en proposant que la Commission européenne importe directement les produits palestiniens à partir des producteurs palestiniens sans passer par la centrale israélienne. Il a aussi suspendu les accords techniques avec Israël pendant quelques semaines.

Ainsi, l'enfermement de la Palestine, la dislocation de l'Autorité palestinienne et ce qui en a résulté, sont en grande partie la cause de la situation actuelle de chaos et de tragédie économique.

(1,3 millions de Palestiniens n'ont que 2 dollars par jour).

Le fait que les Européens ne font pas le poids face aux Etats-Unis ne peut que permettre aux affrontements entre Palestiniens de continuer et c'est tragique. Il en résulte une situation de désespoir, c'est ce qui explique qu'ils ont voté, en désespoir de cause, pour le Hamas, alors que la plupart de ces votants ne sont pas des islamistes.

Après ces élections démocratiques, l'U.E. a refusé d'accepter le résultat des urnes et a boycotté le nouveau gouvernement. Elle a suivi lâchement la consigne d'Israël et des Etats-Unis : « *On ne discute pas avec des terroristes* » ...*mais avec le Président Mahmoud Abbas*. **On crée ainsi un monstre à deux têtes, un schisme qui ne pouvait mener qu'à un affrontement entre le Fatah et le Hamas**. Les Etats-Unis et l'U.E. ont fabriqué le poste de premier ministre car ils ne voulaient pas parler avec Arafat et aujourd'hui ils ne veulent pas parler avec ce premier ministre parce qu'il est du Hamas !

Actuellement, c'est la cause palestinienne qui est en danger. L'affrontement entre milices n'est pas encore celui entre les civils, mais si cela continue on ne peut répondre de rien..... Le seul moyen d'arrêter tout ceci serait que les Européens lèvent ce boycott, à condition d'être honnêtes avec leur propre bilan et reprennent un travail institutionnel abandonné. L'U.E. est le 1^{er} partenaire de la Palestine, mais le fera-t-elle ? Parmi les 27 membres, certains (12), entrés récemment, viennent d'une histoire différente des 15 autres, et donc ont une vision très différente en ce qui concerne la Palestine avec, en plus, un alignement total sur les Etats-Unis.... C'est donc la grande inconnue !

Etant donné la crise très grave en Israël et en Palestine, il faut que la communauté internationale assume ses responsabilités, sinon, les Etats-Unis viendront. Il y a 18 navires américains en Méditerranée et 150.000 soldats en Irak, une troisième guerre mondiale serait-elle à l'horizon ?

Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'un conflit israélo-palestinien ou israélo-arabe, mais irano-israélo-arabo-turc ...avec des agendas où chacun tire la couverture à soi. L'Iran : pétrole, nucléaire, alliances importantes (y compris russes), le monde se redessine. La guerre de Bush leur ouvre le chemin avec les chiites de la région. Ce n'est pas la Palestine qui les intéresse. Il y a une instrumentalisation du Liban, de la Palestine et même de la Syrie, et demain ? Les Etats-Unis ont leurs propres alliances avec des régimes arabes qui se sentent menacés. La question de l'axe du mal complique davantage encore la question palestinienne

Compte tenu de la gravité de la situation, nous pouvons espérer que l'U.E., malgré ses divisions, saura œuvrer, avec fermeté et clairvoyance, à la recherche d'une solution politique

stable au problème israélo-palestinien. Les mois à venir sauront peut-être nous en apporter la réponse.



Janvier 2007.

Benoit Albert et Janette Chambonnière (relais à Justice et Paix)

Basé sur l'exposé de Leïla Shahid, Déléguée générale de la Palestine auprès de l'Union européenne, de la Belgique et du Luxembourg, lors du « Petit-déjeuner en paix ! » que Justice et Paix a organisé le 18 janvier 2007.